

Explicites et implicites

# Les lourds engagements hors bilan de l'État

Leur totalisation a peu de sens, mais il est intéressant de connaître l'importance de certains d'entre eux



©Freepik



*Mécomptes publics,  
François Ecalle*

Les débats sur la politique économique portent souvent sur la dette publique, mais l'État prend des engagements classés "hors bilan" qui peuvent être aussi lourds de conséquences. Ces engagements hors bilan sont des obligations potentielles à l'égard de tiers dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements incertains hors du contrôle de l'État. Ils sont très hétérogènes et on y trouve par exemple la garantie des emprunts contractés par des entreprises, ou des engagements de versement de prestations sociales.

"Ces engagements hors bilan sont des obligations potentielles à l'égard de tiers dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements incertains hors du contrôle de l'État"

Leurs modes de valorisation sont aussi très divers : valeur actualisée des pensions dues aux agents en poste ou en retraite à législation inchangée jusqu'à leur décès pour les

engagements de retraite, montant de la subvention votée en loi de finances pour certaines aides aux entreprises. En outre, si les engagements explicites sont presque tous recensés et valorisés, l'inventaire des engagements implicites est loin d'être exhaustif. Par exemple, l'État a une responsabilité implicite d'assureur en dernier ressort en cas de catastrophe nationale dont l'étendue et le montant sont indéterminés.

La totalisation des engagements hors bilan de l'État annexés à ses comptes a donc peu de sens, mais il est intéressant de connaître l'importance de certains d'entre eux au 31 décembre 2021.

### **Garanties diverses et autres engagements hétérogènes**

Les garanties de remboursement de dettes s'élèvent à 319 Mds€, dont 93 Mds€ pour les prêts bancaires garantis dans le cadre du plan d'urgence de 2020-2021, mais aussi, par exemple, 53 Mds€ pour les emprunts de l'Unédic.

La garantie des dépôts des particuliers sur les livrets d'épargne réglementés représente 508 Mds€, et la garantie accordée à Bpifrance pour l'assurance des crédits à l'exportation 53 Mds€. Le capital callable mais non appelé des banques multilatérales de développement est de 70 Mds€ et celui du mécanisme européen de stabilité, créé pour venir en aide aux pays en difficulté financière, est de 126 Mds€.

Les engagements de versement de subventions ou de prestations sociales s'élèvent à 119 Mds€ pour le service public de l'énergie (producteurs d'énergies renouvelables surtout), à 77 Mds€ pour les allocations de logement, et à 60 Mds€ pour l'allocation aux adultes handicapés.

“Les garanties de remboursement de dettes s'élèvent à 319 Mds€, dont 93 Mds€ pour les prêts bancaires garantis dans le cadre du plan d'urgence de 2020-2021”

L'engagement d'équilibrer les comptes des régimes spéciaux de retraite des entreprises publiques par des subventions s'élève à 540 Mds€, dont 249 Mds€ pour celui de la SNCF et 148 Mds€ pour celui de la RATP. Le financement des retraites de ses propres agents représente pour l'État un engagement de 2 392 Mds€, qui sera couvert par les cotisations salariales pour une très faible part (12 % du montant des pensions en 2021). Dans certains pays comme les États-Unis, ces engagements de retraite sont comptabilisés comme une dette de l'État.

Leur montant est très dépendant du taux d'actualisation retenu, en l'espèce le taux réel des OAT indexées à long terme (soit - 1,4 % fin 2021). Une hausse d'un point de ce taux réduirait de 325 Mds€ les engagements de l'État au titre des retraites de ses agents.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

### **A lire également**

[Mécomptes publics – les chroniques de François Ecalle](#)